

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Politique de la ville - Avenant n°2 aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) signées entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les bailleurs ACM Habitat, Hérault Logement, SFHE et ERILIA - Approbation

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2022, dont l'avenant opérationnel a été signé en juillet 2016, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Renforcer l'accessibilité aux services et équipements ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants.

A cette fin, et pour participer à cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de

l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) des quatre bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 Quartiers Politique de la Ville (QPV) de la Ville de Montpellier : ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA, SFHE.

Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des quatre bailleurs.

Auparavant, et ce depuis 2001, l'abattement de TFPB à hauteur de 30% bénéficiait aux bailleurs sans contrepartie particulière. La loi de finances pour 2015 est venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville (obligation pour les bailleurs de signer le contrat de ville pour bénéficier de l'abattement) avec une volonté de mieux contrôler l'utilisation qui en est faite par les bailleurs sociaux.

Les quatre conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Les quatre bailleurs ont produit un bilan annuel de l'utilisation de cet abattement au titre des années 2016, 2017 et 2018. Ces bilans ont fait l'objet d'une présentation en comité de pilotage des financeurs du contrat de ville, instance de pilotage de la démarche.

Un premier avenant a été signé fin 2018 afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020.

Le contrat de ville a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par avenant (appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques) signé en décembre 2019. Les mesures fiscales qui lui sont associées (dont les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB) étant donc également prorogées, un nouvel avenant à la convention initiale de ces dernières est proposé afin de prendre en compte les programmes d'actions pour la période 2021 et 2022 et entériné la prorogation du contrat de ville.

Ces programmes d'actions sont déclinés quartier par quartier. Les programmes d'actions pour l'année 2022 feront l'objet d'une clause de revoyure avec l'ensemble des signataires afin d'affiner leur contenu en fonction des orientations stratégiques des partenaires, et notamment sur :

- La médiation sociale / la tranquillité publique ;
- Les actions de développement social et d'insertion par l'économie : soutien aux opérateurs de terrain, projets de proximité favorisant le vivre ensemble et le respect / la sensibilisation à l'environnement urbain / régie de quartier ;
- Les actions d'amélioration du cadre de vie et du lien social en articulation avec le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU 2), en particulier sur les interfaces espaces publics / espaces privés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes des avenants n°2 aux quatre conventions initiales d'utilisation de l'abattement de la TFPB signées le 3 février 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant ACM
- avenant HL
- avenant Erilia
- avenant SFHE
- plan ACM 21 22
- plan HL 21
- plan HL 22
- plan Erilia 21
- plan Erilia 22
- plan SFHE 21

- plan SFHE 22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150133-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.